

tous ces députés de la province de Québec qui siègent dans cette Chambre et qui ont donné leur appui le plus complet et le plus total afin d'aider le Gouvernement et le pays dans son effort de guerre? Est-ce assez humiliant pour tous ces députés du Québec qui ont fait leur possible, dans toutes les parties de la province, pour éduquer et stimuler nos gens afin que tous et chacun appuient le Gouvernement et le Canada tout entier dans cet effort gigantesque que nous faisons pour gagner la guerre? Mais, monsieur le président, est-ce que l'on doit juger de la loyauté de la province de Québec par ces quelques extrémistes qui font croire que Québec n'appuie pas cent pour cent l'effort de guerre? Est-ce qu'il nous serait permis de croire que tous les Canadiens sont contre la province de Québec parce que quelques extrémistes, de l'Ontario ou d'ailleurs, blâment cette province?

Monsieur le président, nous devrions être heureux d'avoir cette loi. Quant à moi; j'en suis heureux non seulement pour Québec mais pour tout le Canada. C'est avec plaisir que j'écoutais, hier soir, le très honorable premier ministre (M. Mackenzie King) répondre à certaines accusations lancées par des personnages qui ont dit que ce projet de loi était présenté à la Chambre,—je me servirai de leur expression,—comme "bribery" en vue des prochaines élections fédérales; ou encore pour aider M. Godbout dans sa lutte provinciale, à Québec. Je félicite le premier ministre d'avoir soumis ce projet de loi à cette Chambre, non seulement pour la province de Québec mais pour le pays tout entier. Comme on l'a si bien dit, il n'y a pas de ressource plus nécessaire et plus utile à la patrie que les enfants. On rêve en certaines parties du pays de faire grandir le Canada par l'immigration, mais il n'y a pas de plus belle aide que le Gouvernement puisse donner au Canada que les allocations familiales. Il stimule ainsi la natalité et assure à l'enfant qui vient de naître la santé, le vêtement, le logement, l'éducation et tout ce dont il a besoin.

On a aussi dit que ce projet de loi serait peut-être de nature à aider à la réélection de M. Godbout. Eh bien! monsieur le président, puisqu'on a voulu en parler, je crois que tout Canadien indépendant des partis politiques, tout Canadien qui veut réellement l'harmonie et l'unité nationale, doit ardemment désirer la réélection de M. Godbout, le seul des trois chefs de partis de la province de Québec qui appuie réellement l'effort de guerre du Canada et assure ainsi notre victoire, et qui appuie réellement tout mouvement d'unité nationale et d'harmonie en ce pays.

Monsieur le président, j'espère que je ne me suis pas trop emporté et que l'on com-

[M. Fauteux.]

prendra que je ne peux pas laisser accuser ma province à tort, pas plus que, dans ma province, je ne tolérerais que l'on en accuse une autre. A mon avis, toutes les provinces ont accompli leur devoir, ont fait leur grande part en donnant leurs fils, leur argent, leur travail pour assurer l'effort de guerre du pays. Au lieu de nous critiquer les uns les autres, soyons tolérants. Laissez-moi terminer en citant cette phrase d'un homme d'Etat du Québec que je voudrais entendre plus souvent en cette Chambre et ailleurs et que je voudrais voir adopter comme maxime pour promouvoir l'unité d'une extrémité à l'autre de ce pays: "Canadiens, cessons nos luttes fratricides et unissons-nous".

(Traduction)

M. FRED ROSE (Cartier): J'appuie entièrement la loi des allocations familiales. C'est ce que j'ai fait, d'ailleurs, il y a quelques mois, dans mon discours sur l'Adresse. Voici ce que j'ai dit, alors, au sujet des allocations familiales:

C'est pourquoi j'accueille avec plaisir ces vastes réformes sociales annoncées dans le discours du trône. Sans ces réformes... l'unité nationale reste impossible... mais les allocations familiales ne doivent pas remplacer des mesures visant à relever les salaires. Il ne faut pas que les allocations familiales représentent un versement de boni aux employeurs, mais un supplément aux employés, pour leur permettre d'acheter plus de lait et de mieux nourrir leur famille.

J'ai prononcé ce discours quatre jours après avoir eu l'honneur d'être admis à la Chambre. Même à cette époque, certains chefs de syndicats ouvriers avaient passé des remarques à l'encontre des allocations familiales. Quoique sachant que certains d'entre eux m'attaqueraient au sujet de mon attitude, j'ai eu tout de même le sentiment que c'était la bonne attitude à prendre. J'ai été très étonné de voir des dirigeants ouvriers se prononcer contre les allocations familiales. Ce n'était pas un problème qui me concernait personnellement ni un chef ouvrier quelconque; c'était le problème du peuple canadien. J'ai jugé, dès le début, que les allocations familiales étaient dans l'intérêt du peuple en général. Mais, récemment, le mois dernier, pour plus de précision, j'ai été de nouveau étonné de prendre connaissance des remarques proférées par certains dirigeants de syndicats ouvriers, remarques faites, semble-t-il, sans mûre réflexion. J'espère qu'ils ont changé d'opinion quant aux déclarations qu'ils ont faites le 22 juin.

M. J. W. Buckley, secrétaire du Conseil des métiers et du travail de Toronto, aurait dit, comme le rapporte le *Journal* d'Ottawa du 22 juin:

L'aide aux familles avec enfants n'est pas nécessaire si le gagne-pain touche un salaire raisonnable. Tous les ouvriers syndiqués se sont